

La France face au défi de la pauvreté

1|3 Mal-logement, chômage... La pauvreté frappe 13,6 % des Français et 19,1 % des moins de 18 ans. Le plan d'action du gouvernement, attendu mi-septembre, risque de ne pas suffire pour enrayer les " inégalités de destin "



Il appelle cela la " *scoumoune* ". " *La dèche, quoi* ", précise Damien Moreau, la petite vingtaine, le ton goguenard. " *La panade, la mierda, la superglue des galères*. " Rasé de près, il enfourche son vélo pour rejoindre l'ami avec qui il partage un studio, près de Paris. Depuis qu'il a décroché de son BTS vente, il alterne inactivité et petits boulots. " *Des jobs de livreur en autoentrepreneur, des contrats courts*. " Les bons mois, il tourne autour de 1 100 euros. Les autres, il " *bidouille* ". " *Je fais gaffe à tout. Je repère les plans gratuits pour sortir quand même avec les copains : on me prend pour un écolo radin, un militant de la décroissance*, sourit-il. *J'aime autant, ça sonne plus chic que pauvre. Même si j'ai l'habitude : la scoumoune, je suis né dedans, et mes parents, tous deux au chômage, aussi.* "

Emmanuel Macron, lui, appelle cela les " *inégalités de destin* ". " *Selon l'endroit où vous êtes né, la famille où vous avez grandi, -votre destin est le plus souvent scellé* ", déclarait-il le 9 juillet, pour défendre son ambitieux plan antipauvreté. Celui-ci était attendu cet été, dans la foulée des concertations -commencées fin 2017 par le délégué interministériel dédié au sujet, Olivier Noblecourt. Il sera finalement présenté mi-septembre. Distribution de petits déjeuners gratuits dans les écoles, allongement de la période obligatoire de formation de 16 à 18 ans, ou encore versement unique des allocations... Si les pistes évoquées sont jugées prometteuses par les associations, certaines redoutent que les moyens dégagés ne soient pas à la hauteur.

" Des mutations profondes "

Car les signaux envoyés par l'exécutif sont ambigus. En juin, le président a qualifié de " *pognon de dingue* " les sommes consacrées aux minima sociaux. Si le minimum vieillesse (833 euros) sera revalorisé de 35 euros en 2019 et 2020, les allocations familiales, APL et pensions progresseront de 0,3 % seulement sur ces deux années, soit moins que l'inflation. Sera-t-il possible de renforcer la lutte contre la pauvreté tout en serrant la vis sur certaines prestations ?

Délicat, lorsqu'on mesure l'ampleur du problème. " *La pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel* ", explique Louis Maurin, président de l'Observatoire des inégalités. Son estimation la plus courante est le taux de pauvreté monétaire, -exprimant la part d'individus vivant avec moins de 60 % du revenu médian (après redistribution), soit 1 015 euros mensuels pour une personne seule.

En 2007, 13,1 % des Français étaient dans cette situation, selon Eurostat. Après un pic à 14,1 % en 2012, pendant la crise, ce taux est retombé à 13,6 % en 2016. C'est plus qu'en Finlande (11,6 %) et au Danemark (11,9 %). Mais moins qu'en Allemagne, où le taux de pauvreté est passé de 15,2 % à 16,5 % entre 2007 et 2016, ainsi qu'en Italie (19,5 % à 20,6 %) et dans la zone euro (16,1 % à 17,4 %). " *Le système de redistribution français a plutôt bien joué son rôle d'amortisseur pendant la récession* ", souligne Yannick L'Horty, économiste à l'université de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

Mais la pauvreté ne se mesure pas seulement en termes de revenus. Elle se traduit aussi par un accès limité à la santé et à la -culture, une alimentation moins bonne ou, encore, le mal-logement, qui touche 4 millions de personnes en France, selon la Fondation Abbé-Pierre. Pour évaluer ces privations, l'Insee parle de " *pauvreté en conditions de vie* ", recensant les ménages confrontés à un certain nombre de difficultés en matière d'habitation, de paiements, de contraintes budgétaires. Son niveau est proche de celui de la pauvreté monétaire, mais elle ne -concerne pas exactement les mêmes personnes. " *En outre,*

la relative stabilité du taux de pauvreté monétaire depuis les années 1980, autour de 14 %, masque des mutations profondes ", explique Julien Damon, sociologue et professeur à Sciences Po.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, les pauvres étaient essentiellement des personnes âgées. Au fil des décennies, ces dernières ont été mieux couvertes par les régimes de retraite, et les difficultés se sont concentrées sur les plus jeunes, en particulier ceux qui étaient peu qualifiés et sans emploi. De plus, le profil des familles précaires a changé : en 2000, le nombre de foyers monoparentaux en difficulté a dépassé celui des familles nombreuses. "*La part de personnes d'origine étrangère parmi les bas revenus est également plus importante qu'autrefois* ", ajoute M. Damon. Ces évolutions dessinent les principaux ressorts de la pauvreté : chômage, origine sociale, niveau d'éducation, auxquels s'ajoute le poids des déterminismes. Selon l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE), six générations, soit cent quatre-vingts ans, sont nécessaires pour que les descendants d'une famille en bas de l'échelle des revenus atteignent le revenu moyen. "*En France, dans la plupart des cas, on est pauvre parce qu'on naît pauvre* ", résume Yannick L'Horty.

Emmanuel Macron fait donc le bon constat lorsqu'il évoque les "*inégalités de destin* ". Les raisons pour lesquelles notre pays peine à les éradiquer tiennent en partie au système bâti dans l'après-guerre autour de la Sécurité sociale. A l'époque, le risque d'exclusion lié aux pertes d'emploi n'a pas été suffisamment pris en compte. "*On l'a compris avec violence dans les années 1980, après l'apparition du chômage de masse* ", rappelle Nicolas Duvoux, sociologue à l'université Paris-VIII et membre de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Le revenu minimum d'insertion (RMI) fut créé en 1988 pour tenter d'y faire face, remplacé vingt ans plus tard par le revenu de solidarité active (RSA), tous deux étant censés encourager le retour à l'emploi.

Au fil des réformes, notre système est devenu complexe. Peut-être trop : faute de s'y retrouver dans le maquis des aides, un tiers des bénéficiaires potentiels ne demandent pas celles auxquelles ils ont droit. Est-il trop coûteux ? Selon une étude de la direction de la -recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publiée en juin, le -montant des prestations sociales s'élevait à 32,1 % du PIB en 2016, contre 27,5 % dans l'Union européenne. Dans le détail, plus de 80 % de ces sommes sont dédiées à la santé et à la vieillesse.

Poches d'exclusion

L'effort consacré à la seule lutte contre la -pauvreté et l'exclusion se chiffre autour de 1,8 % à 2,6 % du PIB, selon le périmètre considéré, note l'étude de la DREES. Soit 40,5 à 57 milliards d'euros, dont 10,9 milliards pour le RSA socle, 3,2 milliards pour le minimum vieillesse et 2,9 milliards pour les allocations familiales allouées aux foyers pauvres. "*Quand on sait que 10 % de la population est couverte par ces aides, ce n'est pas si coûteux* ", estime Jean-Luc Outin, chercheur à Paris-I, membre de l'ONPES. Tout en rappelant que sans ces transferts sociaux, le taux de pauvreté en France ne serait pas de 13,6 %, mais de 23,6 %. Pas si mal.

Malgré tout, les poches d'exclusion persistent. Notre système couvre insuffisamment les jeunes entrant sur le marché de l'emploi sans diplôme. Notre école, en amont, peine à enrayer la reproduction de la pauvreté. Nos formations pour adultes, en aval, échouent à réinsérer ceux trop éloignés du marché du travail. "*Pour bien faire et combattre le problème à la racine, il faut agir sur tous ces fronts en parallèle* ", résume M. Maurin.

Sans oublier le chômage, machine à fabriquer l'exclusion. Selon l'OCDE, le taux de pauvreté serait divisé par deux si dans toutes les familles, l'un au moins des adultes avait un travail. Dès lors, la France a-t-elle intérêt à se rapprocher du modèle britannique, qui inclut plus de personnes dans l'emploi, quitte à leur fournir des boulots précaires ? "*Nous constatons tous les jours que les postes à temps*

partiel sont insuffisants pour tirer les familles fragiles de la pauvreté ", témoigne Sonia Serra, secrétaire nationale du Secours populaire. Et ainsi briser la spirale des " inégalités de destin ".

Marie Charrel

© Le Monde

[◀ article précédent](#)

Interdisons les stylos dès la rentrée...

[article suivant ▶](#)

Les plus démunis toujours nombreux...